

Gravement préoccupée par le fait que les réalisations de la science et de la technique peuvent être utilisées pour la course aux armements, au détriment de la paix et de la sécurité internationales et du progrès social, des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la dignité de la personne humaine,

Convaincue qu'en cette époque marquée par le progrès de la science et de la technique les ressources de l'humanité et les activités des chercheurs devraient servir au développement pacifique de tous les pays dans les domaines économique, social et culturel et au relèvement du niveau de vie des peuples,

Reconnaissant que l'instauration du nouvel ordre économique international appelle en particulier une importante contribution de la science et de la technique au progrès économique et social,

Consciente que les échanges et le transfert des connaissances scientifiques et techniques constituent l'un des principaux moyens d'accélérer le progrès social et économique des pays en développement,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme et le progrès de la science et de la technique⁵⁹,

1. *Souligne* l'importance de l'application par tous les Etats des dispositions et principes énoncés dans la Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité afin de faire prévaloir les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les conditions créées par le progrès de la science et de la technique;

2. *Demande* à tous les Etats de n'épargner aucun effort pour utiliser les réalisations de la science et de la technique de manière à promouvoir le développement et le progrès pacifiques dans les domaines social, économique et culturel;

3. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tenir compte dans leurs programmes et leurs activités des dispositions de la Déclaration;

4. *Invite* les Etats Membres, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait à présenter conformément à la résolution 35/130 A de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1980, les renseignements qui y sont demandés;

5. *Prie* la Commission des droits de l'homme, lors de son examen de la question intitulée "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique", de prêter spécialement attention à la question de l'application des dispositions de la Déclaration;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la trente-septième session la question intitulée "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique".

73^e séance plénière
25 novembre 1981

B

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 33/53 du 14 décembre 1978, dans laquelle elle a prié la Commission des droits de l'homme de demander instamment que l'étude de la question de la protection des personnes détenues au motif de troubles mentaux soit entreprise à titre prioritaire par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en vue de la formulation de principes directeurs,

Rappelant également sa résolution 35/130 B du 11 décembre 1980, dans laquelle elle s'est félicitée des mesures que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités avait prises pour appliquer la résolution 33/53 de l'Assemblée générale,

Convaincue que la détention de personnes dans des établissements psychiatriques en raison de leurs opinions politiques ou pour d'autres motifs non médicaux constitue une violation de leurs droits de l'homme,

Notant avec satisfaction les travaux entrepris à ce sujet par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, conformément aux dispositions des résolutions 33/53 et 35/130 B de l'Assemblée générale,

Prie la Commission des droits de l'homme de poursuivre son examen de cette question, en s'inspirant des mesures prises par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en vue de présenter un rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

73^e séance plénière
25 novembre 1981

36/57. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 33/166 du 20 décembre 1978, 34/4 du 18 octobre 1979 et 35/131 du 11 décembre 1980,

Consciente du lien vital qui existe entre les programmes en faveur des enfants et le respect de leurs droits, et une conception plus large et plus complète du développement économique et social d'ensemble dans un climat de paix,

Convaincue de la nécessité de maintenir l'élan nouveau et nécessaire donné aux activités par l'Année internationale de l'enfant et de faire en sorte que les perspectives nouvelles que celle-ci a créées soient suivies de mesures appropriées dans les années à venir,

Réaffirmant le rôle important qui incombe en la matière au Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

Consciente de l'importance d'une convention internationale relative aux droits de l'enfant pour la protection des droits des enfants et l'amélioration de leur situation,

⁵⁹ A/36/429 et Add.1 et 2.

Ayant à l'esprit les résolutions 20 (XXXIV)⁶⁰, 19 (XXXV)⁶¹, 36 (XXXVI)⁶² et 26 (XXXVII)⁶³ de la Commission des droits de l'homme, en date des 8 mars 1978, 14 mars 1979, 12 mars 1980 et 10 mars 1981, ainsi que les résolutions 1978/18 et 1978/40 du Conseil économique et social, en date des 5 mai 1978 et 1^{er} août 1978, et les décisions 1980/138 et 1981/144 du Conseil, en date des 2 mai 1980 et 8 mai 1981,

Notant avec satisfaction les nouveaux progrès réalisés par la Commission des droits de l'homme, avant et pendant sa trente-septième session, en ce qui concerne l'élaboration d'un projet de convention relative aux droits de l'enfant,

1. *Accueille avec satisfaction* la décision 1981/144 du Conseil économique et social, par laquelle le Conseil a autorisé un groupe de travail à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme à tenir une session d'une semaine avant la trente-huitième session de la Commission pour faciliter l'achèvement des travaux sur le projet de convention relative aux droits de l'enfant;

2. *Prie* la Commission des droits de l'homme d'accorder la plus haute priorité à la question de l'achèvement du projet de convention;

3. *Prie* le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au groupe de travail afin d'assurer le déroulement harmonieux et efficace de ses travaux;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-septième session la question intitulée "Question d'une convention relative aux droits de l'enfant".

73^e séance plénière
25 novembre 1981

36/58. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 32/66 du 8 décembre 1977, 33/51 du 14 décembre 1978, 34/45 du 23 novembre 1979 et 35/132 du 11 décembre 1980,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général⁶⁴ concernant l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁶⁵, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁶⁵ et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁶⁵,

Notant avec satisfaction qu'à la suite de son appel d'autres Etats Membres ont adhéré aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁶⁵,

Ayant à l'esprit les importantes responsabilités du Conseil économique et social en ce qui concerne les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Reconnaissant le rôle important du Comité des droits de l'homme en ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif s'y rapportant,

Tenant compte des importantes responsabilités du Groupe de travail de session sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Comité des droits de l'homme sur ses onzième, douzième et treizième sessions⁶⁶ et se félicite du sérieux et de l'esprit constructif avec lesquels le Comité continue à s'acquitter de ses fonctions;

2. *Sait gré* aux Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui ont coopéré avec le Comité des droits de l'homme en présentant leurs rapports conformément à l'article 40 du Pacte et prie instamment les Etats parties qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports au Comité dans les meilleurs délais;

3. *Prie instamment* les Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques auxquels le Comité des droits de l'homme a demandé de fournir des renseignements supplémentaires de satisfaire à cette demande;

4. *Prend note* des décisions du Comité des droits de l'homme concernant la périodicité, la forme et la teneur des rapports que les Etats parties au Pacte présentent en vertu de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 40, ainsi que de l'adoption par le Comité des observations générales prévues au paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte⁶⁷;

5. *Félicite* les Etats parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui ont présenté leurs rapports conformément à l'article 16 du Pacte et prie instamment les Etats parties qui ne l'ont pas encore fait de présenter leurs rapports aussitôt que possible;

6. *Prend dûment note* de la décision 1981/162 du Conseil économique et social, en date du 8 mai 1981, concernant le réexamen de la composition, de l'organisation et des dispositions administratives du Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et attend avec intérêt les nouveaux résultats qu'apportera à cet égard la première session ordinaire de 1982 du Conseil;

7. *Invite de nouveau* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à envisager la possibilité d'adhérer au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

8. *Invite* les Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques à envisager de faire la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte;

9. *Se félicite* de ce que le Comité des droits de l'homme continue à rechercher des normes uniformes

⁶⁰ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1978, Supplément n° 4 (E/1978/34), chap. XXVI, sect. A.

⁶¹ Ibid., 1979, Supplément n° 6 (E/1979/36), chap. XXIV, sect. A.

⁶² Ibid., 1980, Supplément n° 3 (E/1980/13 et Corr.1 et 2), chap. XXVI, sect. A.

⁶³ Ibid., 1981, Supplément n° 5 (E/1981/25 et Corr.1), chap. XXVIII, sect. A.

⁶⁴ A/36/455.

⁶⁵ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁶⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 40 (A/36/40).

⁶⁷ Ibid., annexes V à VII.